

2012, la pire des rentrées

La rentrée des classes de septembre 2012 est la pire des rentrées.

C'est d'abord une rentrée où 13000 postes supplémentaires sont supprimés. Le gros millier d'enseignant-e-s dont le nouveau gouvernement a annulé la suppression ne peut le masquer. Ces 13000 postes seront les plus durs à encaisser, ils viennent s'ajouter aux précédents, alors qu'on touchait déjà à l'os à la rentrée 2011. Ainsi, presque pas de RASED cette année. Des classes encore plus nombreuses. Des options et des filières inaccessibles. Des conditions de travail dégradées pour tou-te-s, élèves et personnels.

Et 2012 sera encore une année noire pour les nouvelles enseignantes et les nouveaux enseignants. Les stagiaires seront encore quasiment à plein temps en responsabilité devant les élèves, sans formation professionnelle et sans diminution substantielle du temps de travail.

La faute à Sarkozy... mais pas seulement

Bien entendu, cette rentrée est d'abord celle qui a été voulue par Sarkozy, Fillon et Chatel.

Mais le gouvernement Hollande/Ayrault/Peillon a choisi de la laisser quasiment telle quelle, en ne proposant que des aménagements à la marge, là où un véritable plan d'urgence était nécessaire.... et assez facilement possible, avec un peu de volonté politique :

- Personne ne nous fera croire qu'il n'était pas possible de recréer immédiatement des milliers de postes, en commençant par titulariser les précaires. Le gouvernement, qui a augmenté le SMIC de seulement 2%, a choisi de recréer pour cette rentrée 2% des postes supprimés depuis 2003 dans l'éducation.
- Après que le Conseil d'État a annulé au 31 juillet 2012 le cahier des charges de la formation des professeurs et des CPE, rien n'était plus facile que d'opérer un véritable changement dans les conditions d'entrée dans le métier des stagiaires. Mais Peillon a décidé cet été de publier le cahier des charges préparé par Wauquiez et Chatel, alors que ce projet avait été unanimement condamné par le CNESER (le 19 mars) et par le Conseil supérieur de l'Éducation (le 12 avril).

Demain ça ira mieux ? Ça dépend de nous !

Peillon a justifié l'insuffisance des mesures d'urgence par le lancement d'une grande consultation « pour la refondation de l'école ». Pourtant, comme nous le craignons, le champ des questions ouvertes à la consultation est limité et purement formel, l'essentiel des décisions semblent prises avant même que la consultation ait débuté.

SUD éducation continuera à défendre ses revendications pour une école démocratique, critique et émancipatrice y compris dans le cadre de cette concertation. Mais pour le service public d'éducation comme pour l'ensemble des questions qui touchent au monde du travail, un véritable changement dépend avant tout des mobilisations. SUD éducation s'emploiera à les construire et invite les personnels à se réunir dès la rentrée pour débattre des exigences à porter et des moyens à mettre en œuvre pour obtenir satisfaction.